

DEMANDE DE PRÊT À LA MOBILITE

À retourner à l'IGESA – Direction des prêts et des actions sociales – Caserne Saint Joseph
 BP 190 – 20293 BASTIA CEDEX

Renseignements fournis à titre confidentiel

I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

EMPRUNTEUR	CONJOINT, PARTENAIRE DE PACS OU CONCUBIN
NOM :
NOM de jeune fille :
Prénoms :
Date de naissance :
Lieu de naissance :
Dépt (Pays si né hors de France) :
Situation familiale (1) :	
<input type="checkbox"/> personne seule (célibataire, séparé(e), veuf (ve), divorcé(e))	
<input type="checkbox"/> en couple (mariage, PACS, concubinage)	
Domicile actuel jusqu'au :	
Adresse :	
.....	
Code postal :	
Commune :	
Domicile prévu à compter du :	
Adresse :	
.....	
Code postal :	
Commune :	
Numéro de téléphone :	
Adresse mail :	
Nombre de parts (2) :	
Catégorie professionnelle (3) :	
Catégorie d'ayant droit (4) :	
Position statutaire (5) :	
Organisme d'emploi :	
.....	
Ancienneté de services :	
Date de fin de services :	
ou limite d'âge :	
Numéro de téléphone professionnel :	
Adresse professionnelle :	
.....	

(1) Cocher la case utile.

(2) Le demandeur, son conjoint, partenaire de PACS ou concubin et l'ensemble des personnes à leur charge fiscale (1 personne = 1 part).

(3) Officier de carrière ; officier sous contrat ; sous-officier ou officier marinier de carrière ; sous-officier ou officier marinier sous contrat ; militaire du rang ; personnel civil de catégorie A, B ou C ; ouvrier de l'Etat ; contractuel (de droit public ou privé).

(4) Ressortissant du ministère de la défense ou personnel civil ou militaire employé par un établissement public sous tutelle du ministère de la défense.

(5) Activité, non activité. Si non activité, préciser.

II - RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

EMPRUNTEUR	CONJOINT, PARTENAIRE DE PACS OU CONCUBIN
RESSOURCES MENSUELLES :	
Revenus mensuels nets :
Primes et indemnités (moyenne mensuelle) :
Indemnités exceptionnelles des 12 derniers mois divisées par 12 :
Prestations familiales mensuelles nettes :
Pensions alimentaires mensuelles reçues :
Autres (préciser) :
Total ressources mensuelles :
CHARGES MENSUELLES (en tenant compte de la charge éventuelle du prêt sollicité) :	
Loyer (mensuel, charges comprises) :
Emprunts (remboursement mensuel, assurance comprise) :	
- prêt de l'action sociale du ministère de la défense :
- crédits immobiliers en cours :
.....
- crédits à la consommation ou autres crédits en cours :
.....
- crédit permanent et crédit avec option d'achat :
.....
Pensions alimentaires mensuelles versées:	
Autres (préciser)
Total charges mensuelles :

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

<p>Calcul du taux d'endettement : $\frac{\text{total charges€ X 100}}{\text{total ressources..... €}}$</p>	<div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 30px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center; margin: 0;">%</p>
---	---

III - DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

- Je soussigné (e),
 - certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés ci-dessus et des pièces justificatives fournies ;
 - certifie sur l'honneur remplir les conditions exigées par l'octroi d'un prêt à la mobilité ;
 - certifie sur l'honneur ne pas être inscrit au fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers ;
 - certifie sur l'honneur ne pas être interdit bancaire ;
 - certifie sur l'honneur ne pas faire l'objet d'une procédure de surendettement ;
 - reconnais que mes données personnelles ainsi que celles de mon co-emprunteur, recueillies sont obligatoires pour le traitement de la demande de prêt. Elles ont pour finalité principale la gestion du dossier par l'action sociale du ministère de la défense et par l'IGESA ;
- Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « informatique et liberté », les renseignements fournis font l'objet d'un traitement automatisé déclaré à la CNIL. L'IGESA est tenue au secret professionnel à l'égard de ces données personnelles. Je dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition des informations me concernant. Pour l'exercer, une demande écrite doit être formulée auprès de la direction des prêts et des actions sociales de l'IGESA ;
- sollicite le prêt sus indiqué d'un montant de € remboursable en mensualités avec assurance obligatoire pour moi-même ;
 - souhaite souscrire une assurance facultative sur la tête de mon conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin :

Oui Non

Ledit prêt sera versé sur le compte suivant (1) :

|_____| - |_____| - |_____| - |_____|
Code banque Code guichet Numéro de compte Clé

|_____| - |_____|
BIC IBAN

Nom et adresse de la banque :.....
.....

Fait à....., le.....20.....
Signature

(1) Joindre un RIB (au format IBAN-BIC) du compte bancaire sur lequel le virement doit être effectué.

IV - DÉCISION (2)

Au vu de la demande déposée le :

Le directeur général de l'IGESA décide :

de l'attribution d'un prêt à la mobilité d'un montant de euros,
remboursable en mensualités.

du rejet de la demande de prêt à la mobilité pour le motif suivant :
.....

Date, signature et cachet

(2) En cas de rejet, 1 exemplaire doit être adressé à l'intéressé.

LISTE DES PIÈCES CONSTITUTIVES

D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE PRÊT À LA MOBILITÉ

- Photocopie recto-verso de la carte nationale d'identité de l'emprunteur et du co-emprunteur éventuel.
- Copie des bulletins de rémunérations (emprunteur et, le cas échéant, de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin) du dernier mois et du mois de décembre de l'année précédente.
Veiller à ce que les coordonnées bancaires soient lisibles.
- Relevé d'identité bancaire au format IBAN-BIC du compte sur lequel est versée la rémunération de l'emprunteur.
- Copie de l'avis d'impôt ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu (ASDIR) et justificatif éventuel de personnes à charge.
- Copie du dernier relevé mensuel des comptes bancaires de l'emprunteur et, le cas échéant, de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin.
- Copie des justificatifs des prêts en cours.
- Copie de l'avis de mutation ou attestation du supérieur hiérarchique de l'agent précisant le mode de recrutement du demandeur, la date d'affectation et la résidence administrative de l'intéressé.
- **Original** de la déclaration sur l'honneur attestant du non bénéficiaire d'une chambre de passage ou conventionnée, concernant les célibataires géographiques.
- **Original** du justificatif d'un dépôt de garantie (copie complète du bail souscrit à titre onéreux ou attestation du bailleur mentionnant le montant de la caution) ;

et/ou

- **Original** du justificatif attestant des frais d'agence (effectivement réglés par l'agent ou attestation de l'agence précisant le montant des frais demandés) ;

et/ou

- Copie des factures relatives aux frais de déménagement ou une déclaration sur l'honneur certifiant du montant des dépenses qui seront engagées, par le demandeur, au titre du déménagement.

Attention : aucun document original ne sera retourné.

Nota. En cas de fausse déclaration ou de transmission de faux documents, le remboursement des sommes encore dues pourrait être immédiatement exigé.